

La Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique Pourquoi ? Comment ?

[Une synthèse de ce texte, simplifiée dans sa rédaction, devra être produite pour un usage large.]

Changer ce monde, se libérer des oppressions, ne plus subir le système capitaliste qui se nourrit des inégalités, détruit la planète, gaspille les capacités humaines, produit des crises et des guerres... Ces exigences, de plus en plus partagées, demandent une transformation des formes et des pratiques politiques.

Les éléments de décomposition et de recomposition des organisations politiques de la gauche témoignent d'un changement d'époque. Les structures de la vie politique traditionnelle sont inadaptées aux enjeux du présent.

Convergences, rencontres, pratiques mises en commun : ouverte à la pluralité des cultures et des parcours liés aux combats pour l'émancipation humaine, la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE)¹ veut être un outil pour la transformation de la société et, à cette fin, un instrument pour le rassemblement durable de toute la gauche d'alternative dans sa diversité.

Nous voulons contribuer à faire émerger une force politique nouvelle, lier les résistances et la construction d'une alternative qui dépasse et remplace le capitalisme, qui mette fin à toutes les formes d'oppression.

À partir du refus d'un système qui dépossède le plus grand nombre des choix de société, mais aussi à partir des puissantes aspirations des citoyen-ne-s à maîtriser leur vie et à construire solidairement la société, nous voulons mettre en cause la coupure entre les mouvements sociaux et la politique, la dissociation entre l'affirmation des droits et l'écologie, la césure de plus en plus forte entre représenté-e-s et représentant-e-s. La politique ne peut rester une affaire de spécialistes, elle doit devenir pour chacun-e l'exercice plein de sa citoyenneté.

Riche de ses différences, la FASE est un processus ouvert à tou-te-s ceux et celles qui veulent partager et construire ce projet. Elle rassemble des citoyen-ne-s (membres ou non de structures politiques) regroupé-e-s dans des collectifs locaux autonomes, et des organisations, sensibilités, courants et espaces d'initiatives.

Ce que nous voulons, ce qui nous rassemble

Face à la crise du capitalisme, face à la montée des périls sur l'environnement, de multiples horizons monte l'exigence d'une organisation sociale alternative, porteuse d'un autre mode de développement appuyé sur l'émancipation humaine, la préservation de l'environnement et de nouveaux rapports à la nature. Les ruptures avec l'existant passent par un processus de révolution démocratique.

Angoisse et espoir traversent toutes les sociétés et tous les champs de la vie : les possibilités ouvertes par le développement des connaissances, des sciences et des techniques, par la créativité des humains n'ont jamais été aussi considérables ; parallèlement, les menaces contre le genre humain n'ont jamais été aussi grandes.

La période historique dans laquelle nous sommes comporte ainsi des caractéristiques très paradoxales.

¹ Dans la suite du texte, nous utiliserons indifféremment « la FASE » ou « La Fédération » ou « la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique » pour désigner notre regroupement.

D'une part, on doit constater : la violence des tenants de l'idéologie dominante, la puissance des attaques de nos adversaires, la guerre faite aux populations par les gouvernements, le patronat, les dirigeants de l'Union européenne et les institutions du capitalisme international, le déploiement des dispositifs sécuritaires et répressifs destinés à décourager les résistances et à empêcher l'éventualité d'autres possibles, toutes les fuites en avant du Capital et l'apparente assurance que les volontés d'émancipation auraient été définitivement balayées après le double échec du « socialisme réel » et de la social-démocratie.

D'autre part, force est de constater : la multiplicité des résistances, la puissance des valeurs de solidarité et de partage, la crise de légitimité même du capitalisme, la vitalité des pensées critiques et des formes de contestations du monde comme il va ; toutes formes qui montrent que l'espoir, la nécessité et la possibilité d'un autre monde ne sont en rien des chimères qui n'existeraient que dans la tête de quelques-un-e-s mais, au contraire, des questions posées immédiatement.

La *Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE)* a pour objectif la transformation sociale, écologique, démocratique, féministe et antiraciste de la société.

Nous avons en commun de penser que l'humanité est à un moment périlleux : accroissement des inégalités, chômage, misère, pollution, effondrement de la biodiversité, problèmes climatiques, difficultés d'accès aux ressources se mêlent inextricablement et s'amplifient mutuellement. Les urgences sociale et écologique ne peuvent être traitées séparément et on ne peut répondre ni à l'une ni à l'autre sans remise en cause du capitalisme. Cela nécessite d'inventer un nouveau mode de développement rompant avec le productivisme.

Nous avons en commun de penser que la société ne peut vivre sur la base de la proclamation d'une égalité de principe démentie chaque jour par les faits. La lutte contre toutes les oppressions, contre les discriminations et pour l'égalité doit être au centre des préoccupations sociales et politiques. L'égalité est partie prenante de notre identité. [Un texte précisant nos orientations et nos modalités d'intervention sera discuté à la prochaine réunion du CAN. La question du nom de notre regroupement donnera lieu à un processus de discussion.]

Nous avons en commun de penser que la refondation de la gauche passe par la réinvention des rapports entre forces politiques et mouvement social, mobilisations et institutions.

Changer la politique pour promouvoir la participation du plus grand nombre

Nous voulons construire une nouvelle culture et de nouvelles pratiques politiques, combattre la dépossession du plus grand nombre. Il s'agit de réduire et de viser à faire disparaître les rapports de délégation à des professionnel-le-s, expert-e-s de la politique, en leur substituant la participation citoyenne et une nouvelle conception de la représentation politique et du mandat électif, dans laquelle les élu-e-s sont des partenaires des mouvements et des citoyen-ne-s. Des étapes doivent être franchies tant dans la conception des mandats que dans les instances de décision et dans les formes d'intervention des citoyen-ne-s. C'est la pratique de la démocratie active et directe qu'il convient d'encourager. Nous devons permettre l'émancipation des réflexions et ainsi l'appropriation des politiques par tous et par toutes ; il faut alors que celui ou celle qui a l'information la partage grâce à des moyens accessibles au plus grand nombre.

Car nous sommes convaincu-e-s que la mise en œuvre d'une alternative au capitalisme ne se fera pas uniquement par la vertu de l'élection de militant-e-s de gauche sincères et de l'arrivée au gouvernement de ministres anticapitalistes, même soutenu-e-s par une organisation politique de quelques dizaines ou centaines de milliers d'adhérent-e-s. C'est en construisant avec les citoyen-ne-s des rapports de force que nous créerons un mouvement à vocation majoritaire rendant possible cette alternative.

L'alternative ne sera, en effet, possible que si les citoyen-ne-s se saisissent activement et très largement des enjeux, des objectifs et des moyens politiques de ce changement. Sortir des logiques de délégation/confiscation du pouvoir est donc, à la fois, un objectif démocratique essentiel et le moyen de toute transformation véritable de la société, vers l'autogestion sociale et politique. D'ailleurs, dans les forts taux d'abstention, la FASE entend l'expression d'une contestation massive des formes actuelles de démocratie.

Cela suppose de porter des exigences de ruptures démocratiques, aussi bien au niveau des institutions politiques - qu'il faut transformer en profondeur -, que des rapports de propriété et de décisions dans le cadre du travail, mais aussi dans la manière dont les mobilisations s'organisent.

Développer les mobilisations et leur portée politique

Dans leur diversité et avec leur richesse, les collectifs et les militant-e-s engagé-e-s dans des combats sociaux et citoyens représentent une grande partie des forces capables de construire une convergence politique pour la transformation de la société. Nous voulons favoriser la construction de cadres unitaires et citoyens de mobilisation pour développer des campagnes politiques, sociales, écologiques, antiracistes et féministes associant citoyen-n-es, syndicalistes, militant-e-s d'associations, de réseaux, de partis politiques. Nous voulons être dans l'action tout en œuvrant pour que s'affirment, dans des débats pluralistes, des solutions communes. Il s'agit ainsi de mettre en valeur et de faire progresser dans la pratique des alternatives au système.

La Fédération ne dit pas « nous sommes le creuset » ; mais elle dit « fédérons-nous afin de faire exister ensemble la dynamique, le regroupement et le stimulant pour les exigences dans les luttes ». Les perspectives qui paraissent justes ne peuvent s'affirmer, se consolider, devenir une alternative effective sans que les conditions mêmes de l'activité politique changent : il est indispensable que se développent, à l'image de l'expérience d'une large politisation populaire contre le Traité Constitutionnel Européen en 2005, d'amples débats populaires, inséparables des luttes de rejet des mesures régressives. La conviction qu'un autre monde est possible se forgera au quotidien, au cœur des mobilisations, à partir de propositions alternatives porteuses d'espoir.

Même si cela est indispensable, notre rôle, au sein des mobilisations, ne peut donc se limiter à un soutien, ni même à une participation active. Nous devons favoriser au sein de ces luttes l'émergence de leur dimension politique, en mettant en lumière les rapports de domination qui structurent la société et qui suscitent ces mobilisations.

Nombreux-ses sont celles et ceux qui, dans et par leurs luttes, en mettant en œuvre leurs capacités d'intervention politique, sortent des rôles passifs et subordonnés que le système de domination veut leur imposer. Nous voulons contribuer à ce que cette intervention se pérennise, et que cette réappropriation des capacités d'agir politiquement s'étende. Car c'est à partir de cette réappropriation qu'il est possible d'oser penser et d'oser agir en rupture avec l'ordre existant.

Cette place, centrale, que nous donnons aux mobilisations et à leur portée politique, implique qu'en permanence la *FASE* et ses militant-e-s non seulement participent efficacement à leur essor, mais que nous déployions également des modes d'intervention spécifiques en leur sein pour promouvoir leur potentiel de transformation.

Pour le rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique

Parce que sans une force suffisante pour les porter les meilleures propositions ne pourront créer une dynamique politique majoritaire à gauche et dans le pays, parce que l'implication populaire et l'intervention citoyenne dans toute la sphère politique resteront entravées tant que la concurrence sévira entre différentes organisations de la gauche d'alternative (en particulier lors des échéances électorales), *la Fédération* a pour objectif le rassemblement durable de toute la gauche de transformation sociale et écologique dans sa diversité, pour porter une alternative politique, des pratiques et des perspectives indépendantes des politiques sociales-libérales ou écolo-libérales.

Nous recherchons l'unité parce que nous sommes convaincu-e-s qu'elle est un moyen incontournable pour faire avancer tout projet de transformation émancipatrice et écologique, pour porter une alternative crédible et favoriser l'engagement populaire sans lequel rien ne sera possible. Notre volonté d'unité vise à faciliter la mise en mouvement de toutes les forces associatives, syndicales, citoyennes, de toutes celles et tous ceux qui ne veulent pas subir et qui veulent apporter d'autres choix. La division les oblige à choisir entre organisations. Elle décourage. Elle crée résignation et replis.

L'expérience nous a montré qu'aucune organisation existante ne peut à elle seule faire bouger les lignes et rassembler autour d'elle toutes les forces de la gauche d'alternative. Nous n'avons pas l'illusion que la *FASE* pourrait être son pôle d'attraction unique. Si nous voulons contribuer à lui donner corps, la *FASE* ne prétend pas être, à elle seule, la force de transformation sociale et écologique qui est si nécessaire, ni le noyau autour duquel cette force se construira. C'est donc bien un rassemblement pluraliste, fort de la confrontation des différentes cultures existantes, qui permettra d'élaborer un projet politique commun de rupture - tout en

développant la dynamique politique auquel il doit correspondre - et de se donner les moyens du combat politique.

La FASE, comme le rassemblement large de la gauche d'alternative que nous voulons contribuer à construire, doivent bien entendu permettre la participation pleine et entière des militant-e-s et courants qui portent, dans divers espaces, des options de transformation. Mais le spectre de ce rassemblement est défini par les objectifs que nous poursuivons. Nous défendons une alternative sociale et écologique au capitalisme. Il n'y aura pas de dynamique porteuse d'alternative sans rupture avec les politiques libérales. Il n'y aura pas de rupture avec les politiques libérales sans une remise en cause radicale du partage des richesses produites, sans des affrontements sociaux entre les classes. Il n'y aura pas d'alternative sans transformation des rapports sociaux, sans remise en cause de la nature, des besoins et des modes d'organisation de la production ainsi que des modes de consommation. Les ruptures nécessaires ne s'opéreront ni en douceur, ni en douce, à la faveur de victoires électorales si ces dernières ne les ont pas préparées.

Le large rassemblement de la gauche de transformation que nous promouvons ne peut inclure, en tant que telles, des formations politiques qui n'assument et n'affichent pas une volonté de rupture franche avec les politiques libérales. Dans le même temps, nous voulons gagner toute la gauche sociale et politique à la nécessité d'une perspective de changement rompant clairement avec le libéralisme et le productivisme. La question des alliances avec telle ou telle composante de la droite (fût-elle camouflée sous une étiquette centriste) doit être appréciée comme une question importante : toute formation politique de gauche ou écologiste qui ne refuse pas catégoriquement cette alliance se situe de fait dans la poursuite des politiques libérales. Sur ces bases, la *FASE* participera à tous les débats ou espaces de discussion avec des militant-e-s et des forces de gauche et écologistes dont la rupture avec les orientations libérales ne nous semble pas suffisante.

Refuser la réduction de l'activité politique aux échéances électorales

Notre action ne se réduit bien entendu pas aux élections, et nous devons refuser l'envahissement permanent de l'horizon de nos activités et de nos discussions par la prochaine échéance électorale, effet des structures actuelles de la politique représentative, qui tendent à enfermer les formations politiques dans le cadre imposé par une société fondée sur des rapports de domination. À cet égard, la présidentialisation de la vie politique constitue un piège redoutable pour toutes les forces de transformation, piège qu'il s'agit de déjouer en portant une autre conception de la vie politique.

En fait, la focalisation sur les enjeux électoraux est une victoire de l'idéologie dominante : elle amène les militant-e-s de l'alternative à croire que la transformation sociale et écologique se joue principalement au sein des institutions et dans les moments électoraux, c'est-à-dire dans un calendrier et dans des formes choisies par les forces politiques dominantes. Elle masque la carence de stratégie, là où l'on devrait s'attacher à développer des campagnes d'appropriation citoyenne sur les enjeux clés de transformations sociales et écologiques, mettant à l'ordre du jour les ruptures à la fois concrètes pour les citoyen-ne-s et essentielles pour le combat pour l'émancipation.

Il s'agit rien de moins que de déplacer le centre de gravité de l'action politique vers l'action tous terrains, mêlant la lutte sur tels et tels enjeux apparemment locaux ou circonscrits et les grands enjeux de dépassement des dominations, pour une autre société.

Se saisir des élections et des institutions pour faire vivre la transformation

Cependant, nous ne négligeons pas non plus l'importance des rendez-vous électoraux. D'abord parce que nous ne méprisons pas le suffrage universel. Ensuite parce que les résultats électoraux ne sont pas seulement une représentation passive et déformée des rapports de force sociaux, mais qu'ils contribuent à les définir. Également parce que ces rendez-vous structurent la vie politique. Certes, nous voulons dépasser les impasses de la représentation délégataire, mais nous ne pouvons, pour ce faire, nous affranchir de la réalité : dans bien des cas, être absent des échéances électorales, c'est être absent du débat public principal sur toute une période. Enfin, notre critique radicale des institutions actuelles et notre volonté de dépasser la coupure entre les mobilisations et les institutions ne signifie pas un rejet de toute participation aux institutions.

Nous n'oublions pas que nombre de conquêtes sociales et politiques ont été obtenues par la conjonction de rapports de force dans la société et dans les institutions, ni que les collectivités locales peuvent être des espaces de résistances et de conquêtes, dans une alchimie toujours à construire entre citoyen-ne-s, forces sociales et politiques, et élu-e-s.

Nous devons faire en sorte que notre participation aux élections et aux institutions politiques aille dans le sens des objectifs fondamentaux qui sont les nôtres. En particulier, il nous faut inventer des outils qui permettent aux citoyen-ne-s et aux mouvements sociaux d'intervenir et de contrôler le travail institutionnel et les mandats des élu-e-s. Il faut faire émerger un nouveau rôle des élu-e-s, pour que leur action soit le prolongement des mobilisations et un moyen de dialogue permanent avec celles-ci au sein des institutions.

Si la question de l'unité de la gauche d'alternative lors des élections n'épuise pas, loin s'en faut, la question de la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique, cette unité est cependant déterminante pour résister aux régressions sociales et démocratiques, pour qu'émerge un autre projet politique, pour que l'implication citoyenne se développe. Nous ne voulons pas que celles et ceux qui construisent dans les mobilisations des résistances et des alternatives soient mis-es devant un choix impossible entre de multiples candidatures de la gauche d'alternative en concurrence les unes avec les autres.

C'est pourquoi, à chaque échéance électorale, nous proposons de construire le rassemblement le plus large de la gauche de transformation sociale et écologique sur un programme de rupture.

Les obstacles qui ont été mis en avant pour empêcher cette unité large concernent principalement la question de la participation à des exécutifs avec le Parti Socialiste. Il est pourtant possible que la gauche de gauche se rassemble de telle manière que nous puissions porter ensemble ce qui nous rassemble sans faire de ce qui peut nous différencier un préalable à l'unité.

[Il existe actuellement deux approches différentes au sein de la FASE sur la question de la participation à des exécutifs.]

- **Approche n°1** : *Si l'exigence de rupture exclut que nous participions à des exécutifs avec une quelconque partie de la droite ou à une majorité commune dans une optique de gestion prétendument sociale et/ou écologique du capitalisme, c'est toujours le rapport de force et la dynamique citoyenne qui peuvent déterminer l'utilité de participer ou non à un exécutif. L'unité large peut se construire s'il est convenu : d'une part, que cette participation ne peut s'envisager que sous conditions, si elle permet de mettre en œuvre des exigences de rupture que nous portons, ce qui exclut de participer à des exécutifs dont les politiques seraient dominées par le social-libéralisme ; d'autre part, que chaque composante du rassemblement pourra décider de manière autonome si les conditions de sa participation sont remplies ou non.*
- **Approche n°2** : *Notre exigence de mise en œuvre immédiate de politiques de ruptures nous conduit à exiger dans les alliances auxquelles nous participons la maîtrise de telle ou telle politique dans le cadre des exécutifs. Ce sont les conditions posées par les autres composantes de la majorité en début comme en cours de mandat qui peuvent nous conduire à refuser, voire à quitter ou à être démis de telle ou telle délégation.*

La discussion sur cette question doit se poursuivre.]

A défaut de l'unité la plus large, nous essayons de construire le rassemblement partiel le plus large possible correspondant à nos orientations.

Si toutes les tentatives de rassemblement échouent, nous gardons la possibilité d'avoir nos propres candidat-e-s, avec celles et ceux qui en maintiennent la volonté.

En l'absence de l'unité la plus large de la gauche de transformation, la participation de la FASE à des regroupements partiels, aussi bien au moment des échéances électorales qu'en termes de construction politique durable, devra être appréciée en fonction de l'échelon électoral ou de la zone géographique concernée en coordination avec le niveau national, et en fonction de ce que cette participation peut permettre de faire progresser sur nos objectifs essentiels, en termes de participation citoyenne, de rassemblement large, de rupture et de construction d'une véritable alternative, de remise en cause de la dissociation entre le social et l'écologie et de la coupure entre institutions et mobilisations.

La FASE : un instrument pour faire avancer l'unité et la transformation de la politique

Les difficultés répétées depuis 2006 dans la tentative de regrouper les forces de la gauche de transformation nous ont amené-e-s notamment à engager une meilleure structuration et une meilleure visibilité de la *Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique*, non comme concurrente mais pour porter le plus largement possible le débat sur les nécessaires modifications du champ politique.

La FASE veut aujourd'hui être en mesure d'intervenir efficacement dans le champ politico-social, ce qui suppose de se donner les moyens pour que se rassemblent et agissent ensemble toutes celles et tous ceux qui veulent œuvrer dans ce sens, mais aussi de renforcer nos moyens d'intervention et d'en développer les formes. La FASE a vocation à participer en permanence au débat public, dans l'unité à chaque fois que cela est possible, mais aussi pour faire entendre ses orientations propres.

Construire et faire entendre nos orientations

Notre volonté d'unité de la gauche de transformation sociale et écologique ne nous rend pas aveugles aux divergences qui la traversent. Si la construction d'un rassemblement pluraliste suppose inévitablement des compromis, notre orientation unitaire ne doit pas nous amener à taire nos propres options pour ne pas heurter nos partenaires.

Attribuer les échecs répétés des tentatives de rassemblement de la gauche d'alternative à la prévalence des intérêts étroitement « partidaires » de telle ou telle composante empêche de voir les causes profondes des logiques de division, qui sont liées à la conception dominante de l'activité politique. Loin de favoriser l'unité, renoncer à porter nos propres orientations en la matière, par exemple, reviendrait à entériner un état de fait désespérant.

Sur les relations entre le social et l'écologique, sur le productivisme, sur l'auto-organisation, l'autogestion, la démocratie, sur la référence à la Nation, à la République, sur les relations entre les mobilisations et les institutions, sur le rôle des élu-e-s, sur le type de construction politique qu'il faut développer, sur la nature même de l'action politique..., nous avons, avec tout ou partie des composantes de la gauche d'alternative, des points de vue différents. Sur l'ensemble de ces sujets, nous voulons être en mesure de construire collectivement nos expressions et de les porter au débat public.

La FASE : une forme politique nouvelle, un processus fédératif ouvert

La crise de la représentation politique se traduit, à la fois, par des partis politiques de plus en plus dépendants du système institutionnel, de plus en plus loin des mouvements sociaux, et par une crise de confiance permanente des citoyen-ne-s (abstention, vote de circonstance et non d'adhésion, absence d'horizon d'avenir, consumérisme politique). Cette crise de la démocratie, dans le capitalisme néolibéral, conduit à un morcellement du champ politique comme de la société.

C'est la raison pour laquelle la manière dont se structurent les espaces politiques est décisive. Il s'agit pour nous d'inventer de nouvelles formes politiques, rompant avec les logiques pyramidales et verticales, au profit de démarches horizontales, d'une diffusion des savoirs, d'un partage et d'une circulation des responsabilités, où la centralité ne dirige pas, mais coordonne. Il s'agit non de tolérer la diversité ou de s'en servir comme d'un faire-valoir, mais de construire des espaces politiques pluralistes, en rupture avec l'ancienne conception des partis d'avant-garde et de directions monolithiques. Il s'agit que l'animation de la force politique prenne le pas sur la concentration des décisions et le monopole de la représentation. Il s'agit, pour nous, de rompre avec le fonctionnement traditionnel des forces politiques, y compris progressistes, qui sont souvent des machines à appliquer localement des décisions prises au sommet.

C'est pourquoi *La Fédération* a choisi de proposer un outil fédératif ouvert : une coordination de collectifs locaux, où chacun-e participe, pour s'exprimer et se mobiliser, valorisant l'appartenance simultanée à toute autre formation politique, afin de se consolider sans devenir une organisation fermée en compétition avec les autres.

Les courants, organisations et partis qui y participent prennent ainsi l'engagement de travailler à constituer une force politique nouvelle par ses objectifs, ses pratiques, son fonctionnement, en participant pleinement aux débats et aux espaces thématiques, et en favorisant la constitution des collectifs locaux fédérés.